



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique des transports

Question au Gouvernement n° 548

Texte de la question

GRAND PARIS

M. le président. La parole est à M. David Douillet, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. David Douillet. Ma question devait s'adresser à M. le Premier ministre. J'ignore la raison de son absence : à croire le site web de Matignon, il était prévu qu'il soit là. J'espère que ce n'est pas trop grave...

Ma question est relative au Grand Paris. J'aurais aimé que Mme Duflot me réponde, mais elle n'est pas là non plus (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) et je ne vois pas non plus M. Cuvillier.

Plusieurs députés du groupe UMP. Mais où sont-ils ?

M. Marc Le Fur. C'est incroyable !

M. David Douillet. Tout à l'heure, un de nos collègues socialistes parlait d'amateurisme : on se demande dans quel camp se situe l'amateurisme ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

En revanche, je vois des professionnels de l'imposition : 30 milliards pour asphyxier notre pays, on ne peut guère faire mieux. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Le Grand Paris est un projet lancé et voulu par le Président de la République Nicolas Sarkozy pour transformer le visage de la capitale, mais surtout répondre aux enjeux de développement économique et social des métropoles du XXI^e siècle. À ce titre, les transports en sont la clé de voûte.

Ma question est simple : le Gouvernement va-t-il enterrer ce projet ? Depuis mai 2012, il n'y a pas de ministre en charge du Grand Paris, ce qui n'était pas le cas sous l'ancienne majorité. Qui plus est, il y a eu la non-budgétisation de 1 milliard d'euros en 2013 dans la loi de programmation budgétaire : on peut y voir l'acte de décès du projet, en tout cas un signe inquiétant. Puis il y a eu le rapport Auzannet, remis en décembre à Mme Duflot : une excuse de plus pour repousser les investissements.

M. Hervé Féron. Allez demander des pièces jaunes à Bernadette !

M. David Douillet. Rappelons à cette occasion que lorsqu'elle était conseillère régionale Île de France, Mme Duflot était opposée à ce projet. Tout cela est très anxiogène.

En définitive, monsieur le Premier ministre ou qui voudra bien me répondre, va-t-on nous annoncer le 15 février la mort du Grand Paris ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé de la ville.

M. François Lamy, *ministre délégué chargé de la ville*. Monsieur le député David Douillet, si vous daignez m'écouter, je vais répondre à votre question. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Je vais rappeler ce que j'ai déjà dit dans cet hémicycle en répondant à une question de votre collègue M. Bénisti qui interrogeait Cécile Duflot au mois de décembre dernier.

Dès l'été dernier, Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement, a confirmé à la fois le tracé et la localisation des gares du Grand Paris. Le 1^{er} septembre, elle a missionné M. Auzannet, ancien directeur des RER pour réévaluer un projet qui, comme vous le soulignez, s'élève à 30 milliards d'euros. M. Auzannet a fait des propositions en matière de séquençage ; il a rappelé qu'un certain nombre de dépenses n'avait pas été correctement évaluées - ainsi la ligne orange, entre autres, ou les interconnexions avec le réseau existant. Sur la base des conclusions du rapport de M. Auzannet, Mme Duflot est en train de consulter le président de la région, l'ensemble des élus concernés et les parlementaires de la région Île-de-France. Le Premier ministre,

comme il l'a déjà annoncé, fera part de ses décisions à la fin février ou au début mars en tenant compte, bien entendu, du coût du projet, de la nécessité de prendre en compte les demandes, régulièrement formulées sur vos bancs, de maîtrise des dépenses publiques - à l'instar de Mme Pécresse tout à l'heure -, ainsi que des besoins des Franciliens en matière de transports futurs, mais également pour ce qui touche aux transports existants. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jacques Alain Bénisti. Il faut des investissements !

Données clés

Auteur : [M. David Douillet](#)

Circonscription : Yvelines (12^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 548

Rubrique : Transports

Ministère interrogé : Ville

Ministère attributaire : Ville

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 février 2013](#)